

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 10 DÉCEMBRE 2019

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-neuf, dix décembre à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Youssef SADIR, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Gabriel LASSERRE, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Christiane FAURE, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Jean-Pierre PIBOYEUX, Alain LACRAMPE MOINE, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Étaient absents : MM. Fabienne TREZEGUET DIOUF, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Monique SASSI, Bernard COURET, Hajiba KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO, Patrick LE GRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ.

Pouvoirs de vote :

Mme TREZEGUET DIOUF à M. GUINGAN
Mme BEYRET TRESEGUET à Mme LEVEUR
Mme SASSI à M. SADIR
M. COURET à M. CADAYS
Mme MACARIO DE OLIVEIRA à M. SAUVAUD (au premier point)
Mme KAZAOUI à Mme FAURE
Mme SAMANIEGO à M. CASTAGNOS
Mme CAMPOY MARTINEZ à Mme LARRIEU

Monsieur Gabriel LASSERRE a été élu secrétaire de séance.

Monsieur le Maire annonce le décès de Monsieur Albert DEVEAUX, survenu il y a quelques jours, élu de 1971 à 1977 sous le mandat de Louis JAMET, en rappelant le point d'honneur qu'il mettait à être à 8h devant la salle des fêtes pour être le premier à voter.

Monsieur le Maire annonce également le décès de Monsieur Georges BRO, remontant à quelques semaines, conseiller de 1977 à 1995 dans différentes municipalités, en rappelant sa gentillesse et sa modestie.

Monsieur le Maire propose une minute de silence pour leur rendre hommage.

Projet de création d'un parc photovoltaïque – Ancienne carrière – Adoption de principe

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

La société GAÏA Etablissement Lot-et-Garonne, anciennement Roussille, exploite depuis 2012 une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur la commune d'Aiguillon (47). L'autorisation d'exploitation a été accordée par arrêté préfectoral n°2012072-0013 du 12 mars 2012 pour une durée de 20 ans, soit jusqu'au 12 mars 2032. L'exploitation autorisée s'étend sur environ 5.4 hectares.

Les propriétaires M. AMIEL et M. MAILLE, ont fait part de leur souhait de développer un projet photovoltaïque flottant et au sol sur leurs parcelles exploitées et cadastrées section ZH 8pp, ZH 35, ZH n°47 pp et ZE 379 en partenariat avec la société URBASOLAR.

Pour la réalisation de ce projet, des échanges avec URBASOLAR, les propriétaires et GAÏA ont permis de déterminer les modifications de réaménagement à réaliser sur ces parcelles dans l'hypothèse où le projet photovoltaïque se réalisera.

L'emprise du site, les méthodes et conditions d'exploitation ainsi que la remise en état des autres parcelles ne seront pas modifiées.

La reconversion de cette ancienne carrière en centrale photovoltaïque au sol sur un site d'environ 25 ha situé au lieu-dit « Métairie Neuve » et « A Misère » nécessite l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme. Les terrains du projet sont classés en zone naturelle de carrière (Nc) n'autorisant pas le développement de centrale photovoltaïque dans le PLU. Afin de mettre en œuvre ce projet, la communauté de communes doit utiliser la procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU de la commune d'Aiguillon. Cette procédure peut être utilisée si le projet représente un intérêt général (même s'il est porté par une structure privée) et que le PLU est adapté pour le permettre. Le dossier de mise en compatibilité doit permettre :

- De démontrer l'intérêt général de l'opération ;
- De présenter les mises à jour des seules pièces du PLU permettant la réalisation du projet.

La fin d'activité des terrains du projet est prévue dans le courant de l'année 2020. La société Gaïa a déposé un dossier de demande de modification des conditions de remise en état des terrains afin que le site soit compatible avec le projet photovoltaïque à l'issue de l'exploitation. Les terrains seront restitués sous la forme d'un plan d'eau et de remblai de stérile, ainsi les sols ne seront pas destinés à être cultivés ou utilisés à des fins agricoles.

La procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU sera composée des étapes suivantes :

- Elaboration du rapport de présentation reprenant éléments techniques et le diagnostic environnemental du projet ;
- Saisine de l'autorité environnementale ;
- Consultation des Personnes Publiques Associées et de la CDPENAF ;

- Enquête publique simultanée avec le dossier d'autorisation de la centrale photovoltaïque au sol ;
- Délibération du conseil communautaire approuvant la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU pour permettre la réalisation du projet.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

25 voix pour,

0 voix contre,

1 abstention (Monsieur GIRARDI)

- **APPROUVE** le projet de création d'un parc photovoltaïque par les parcelles cadastrées section ZH 8pp, ZH 35, ZH n°47 pp et ZE 379,
- **SOLLICITE** la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas pour continuer la procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU de la Commune d'Aiguillon,
- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Publié le 13/12/2019

Visa Préfecture le 13/12/2019

* * * * *

Monsieur le Maire présente Monsieur GASTINEAU et Madame RABABOR, de la société URBASOLAR, qui nous présentent le projet de reconversion de carrière photovoltaïque. Monsieur GASTINEAU prend la parole et nous explique que le siège social de la société est situé à Montpellier et que le projet est suivi depuis Toulouse. Il dit qu'ils développent les projets, les financent et les exploitent. Ils ne font que du photovoltaïque, avec des panneaux recyclables à 95%, à l'achat des panneaux il y a une quote-part qui va servir au recyclage. Il ajoute qu'ils sont soumis à enquête publique, et c'est un arrêté préfectoral qui leur donnera l'autorisation de poursuivre. Il leur faudra également un permis de construire ainsi qu'un certificat d'éligibilité obtenu auprès de la DREAL (Direction Régionale Environnement Aménagement Logement).

Sur le projet en lui-même, il y aura des panneaux à la fois flottants et terrestres. Il s'agit d'une technique innovante, une technique de flotteur sur le lac pour valoriser l'ensemble du territoire. Le projet se concentrera sur la partie Sud de la carrière.

Concernant le règlement d'urbanisme en vigueur, il va falloir créer une zone carrière naturelle photovoltaïque pour permettre la procédure. La procédure qui a été sélectionnée est une déclaration de projet, un permis de construire et une modification d'urbanisme en même temps, l'enquête se fera sur les deux en même temps, il n'y aura pas d'enquête distincte.

Pour les éléments flottants, sur le Lot-et-Garonne, c'est un des premiers projets de ce type.

Les mesures qui sont envisagées sont de deux ordres. Tout d'abord paysagères avec un renforcement des haies, le long des voies communales, et compléter le réseau global des haies pour une insertion harmonieuse, avec un entretien des haies jusqu'à maturation. Sur le projet en tant que tel, les panneaux flottants auront une énergie de 5.6wt et 6.7wt pour les terrestres.

Le planning prévisionnel envisage un dépôt du permis de construire pour une instruction courant 2020, parallèlement et conjointement avec le document d'urbanisme. L'enquête publique sera en avril 2020 et le permis de construire en juin.

Madame FAURE s'inquiète de la dangerosité des panneaux suite à l'explication de l'encerclement par des haies des panneaux photovoltaïques. Monsieur GASTINEAU lui répond que les panneaux ne sont pas dangereux, ils ont une tension électrique en continu mais faible. Il y a aussi la problématique des assurances, il faut protéger les panneaux pour qu'ils ne soient pas accessibles au public.

Monsieur SADIR demande à qui incombe la responsabilité en cas de décès sur le site. Monsieur GASTINEAU lui répond que s'il y a intrusion, il y aura une expertise, mais si c'est sur demande, c'est la responsabilité de la société. Ce n'est dans tous les cas pas de la responsabilité de la commune, la commune n'étant pas responsable de la surveillance du site.

Monsieur le Maire ajoute qu'il s'agit d'un projet développé par une société privée sur une propriété privée. Tout l'intérêt de ce projet, en plus de la part de l'IFER (imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux) qui reviendra à la commune et qui n'est pas négligeable, mais c'est de s'inscrire dans le TEPOS (territoires à énergie positive), produire 50% de l'électricité consommée par les habitants. Avec ce projet, on aura déjà 40%, d'autant plus qu'il n'y a pas de mise de fonds publics de la part de la commune et de la Communauté de Communes de Prayssas, la seule intervention qui relève des collectivités, c'est la modification des règles d'urbanisme avec la sollicitation de la Communauté de Communes par la Commune pour cette déclaration de projet.

Madame MOSCHION dit que l'IFER, compte tenu qu'on est en train d'étudier un changement de fiscalité sur la Communauté de Communes, il ne reviendra pas à la Commune mais à la Communauté de Communes.

Monsieur le Maire répond que ce n'est pas rétroactif, on touchera une partie, le projet d'URBASOLAR, le projet de Nicole sur la future friche de Valorizon et enfin le projet où le permis de construire a été délivré sur la Commune de Montpezat qui est un projet similaire de photovoltaïque, pour ces trois projets l'IFER sera intégralement reversé à la commune par la Communauté de Communes s'il y a changement de fiscalité, donc ça fera un apport non négligeable.

Monsieur GASTINEAU explique la solution de raccordement qui aura son poste source à Unet, situé à environ 11.4 km du site du projet et possède une capacité suffisante pour recevoir la production du projet.

Monsieur GUIHARD demande s'il n'y a pas une autre solution, en précisant qu'il paraîtrait que les réseaux sont un peu faibles et se demande ce qu'il adviendrait des réseaux avec une telle installation.

Monsieur GASTINEAU dit qu'on peut se raccorder sur un poste source, dans les parts de projet ENR, il y a une révision des S3R, une augmentation d'attribution sur chaque poste source. Ce projet est en tout début de plante 3R mais il y aura la puissance de l'augmentation.

Madame FAURE demande ce qu'il se passera si le lac s'assèche.

Monsieur GASTINEAU dit qu'on a des relevés sur les terrains, les nappes phréatiques, le lac est toujours au niveau de la nappe phréatique.

Monsieur CADAYS demande si la nappe ne risque pas plutôt de monter.

Monsieur GASTINEAU dit qu'on a des variations de hauteurs qui ont été relevées, mais il sera prévu que les flotteurs se réajustent.

Monsieur PEDURAND demande qui réparera les routes si elles sont abimées avec les travaux. Monsieur GIRARDI répond que la route est morte.

Madame AYMARD dit que la remise en état est prévue dans l'appel d'offre.

Monsieur GASTINEAU dit qu'il y a des routes d'exploitation qu'on pourra emprunter.

Madame MOSCHION remercie Monsieur GASTINEAU pour ces explications.

Monsieur GIRARDI dit qu'il est étonné que les propriétaires du Château Lacaze n'aient pas été prévenus et dit qu'ils seront « ravis » de la construction de ces panneaux photovoltaïques.

Monsieur GIRARDI ajoute que c'est la première fois qu'on demande à l'Assemblée de voter en présence de ceux qui présentent le projet, il ne trouve pas normal que les propriétaires du Château n'aient pas été prévenus.

Monsieur le Maire répond qu'un champ photovoltaïque entouré de haies est plus attractif qu'un champ d'exploitation qui fait de la poussière.

Monsieur GIRARDI répond être juste étonné.

Monsieur le Maire répond que l'ensemble a été publié, la communication a été faite et le projet est connu.

Convention d'occupation du domaine public – Mise à disposition de locaux à l'Association « Cinéma du Confluent »

Monsieur le Maire présente à l'Assemblée le rapport suivant :

Le cinéma Confluent est l'unique salle de Cinéma sur le territoire intercommunal du Confluent et des coteaux de Prayssas. Il fait partie du réseau des 9 salles de cinéma Art et Essai du département de Lot-et-Garonne. Il enregistre près de 12 000 entrées et réalise un travail d'animation régulier dans le cadre de différents partenariats.

Le cinéma, équipement de proximité, est un véritable lieu d'animation et de vie culturelle pour notre Commune.

Considérant cela et la caducité de l'ancienne convention de mise à disposition, il convient de renouveler les termes de la mise à disposition (Annexe n°5) de la salle Théophile de Viau sise Passage Jean Monnet et d'un local à l'étage de la salle des fêtes attenante auprès de l'association « Cinéma Confluent ».

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **ACCEPTE** l'occupation de la salle Théophile de Viau par l'Association « Cinéma du Confluent »,

- **APPROUVE** le modèle de convention communale de cette occupation tel que joint en annexe,
- **MANDATE** Monsieur le maire pour signer ladite convention et la faire appliquer.

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Madame MOSCHION tient à souligner qu'il s'agit de la seule salle de cinéma sur le territoire intercommunal et qu'il faut vraiment le mettre en avant.

Apposition du nom de Monsieur FREJAVILLE Charles Siméon sur le monument aux morts d'Aiguillon

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

« Monsieur Charles Siméon FREJAVILLE est né à Aiguillon le 10 décembre 1899. Il est l'enfant unique de Jean et Marie COLL. Lorsque la Première Guerre mondiale éclate le 28 juillet 1914, Charles a 15 ans et voit son père engagé dans cette guerre. C'est alors que tout commence entre Charles et cette France qu'il veut servir, il a 19 ans et il s'engagera dès le 15 avril 1918 au 7^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale. Son parcours le mène successivement au 9^{ème} Bataillon du 42^{ème} R.I.C le 21 août 1918 puis au 7^{ème} R.I.C le 19 février 1919, au 3^{ème} R.I.C. le 29 novembre 1919, désigné pour le Levant. Il est ensuite affecté au Régiment de Marche du Levant le 16 décembre 1919 et parti le 10 février 1920, puis au 7^{ème} R.I.C. le 12 mars 1921. Il sera libéré et renvoyé dans ses foyers le 9 mai 1921 et se retire à Aiguillon (Lot-et-Garonne).

Le 4 mai 1922 il est affecté comme élève gendarme à la 4^{ème} légion de gendarmerie, intègre l'école de gendarmerie de Mamers le 1^{er} juin 1922 et devient gendarme à pied. Affecté à la 14^{ème} légion bis le 15 novembre 1922, il prête serment le 13 décembre 1924 au Tribunal de première instance d'Annecy. Le 17 décembre 1927, il est affecté à la 17^{ème} légion de gendarmerie. Il occupe ainsi son premier poste de gendarme à la Balme-de-Sillingy près d'Annecy (Haute-Savoie). Charles est successivement affecté à la brigade de Sos en Lot-et-Garonne, où naîtra sa première fille Suzanne, le 5 décembre 1928, puis à la Brigade de Saramon dans le Gers où naîtra sa seconde fille Jeanine, le 4 septembre 1933. Atteint régulièrement de crises de paludisme contracté quand il était en Cilicie, il est autorisé par décret du 30 avril 1934 à se retirer dans ses foyers à Leyritz-Moncassin (Lot-et-Garonne). Il est mobilisé le 5 septembre 1939 à Pamiers. Il est affecté au 57^{ème} régiment d'infanterie Coloniale. Il part pour l'Est, au front à Sarreguemines et décède le 29 décembre 1939. Le 7 février 1948, le corps de Charles sera rapatrié depuis le cimetière de Villers-lès-Nancy au cimetière de Lompian, à Puch d'Agenais. Il a été pour sa section un exemple constant de gaîté dans le danger et de crânerie dans l'attaque ».

Conformément aux usages établis depuis la 1^{ère} Guerre Mondiale, l'inscription d'un nom sur le monument aux morts se justifie lorsque le défunt, décédé au cours d'une guerre ou d'opérations assimilées à des campagnes de guerre est titulaire de la mention « Mort pour la France » et est né ou domicilié en dernier lieu dans la commune considérée.

Renseignements pris auprès du Souvenir Français, qui a effectué toutes les démarches nécessaires à l'inscription sur le monument aux morts, il apparaît que Monsieur FREJAVILLE Charles Siméon remplit les conditions requises.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée que son nom soit apposé sur le monument aux

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ACCEPTE** que le nom de Monsieur FREJAVILLE Charles Siméon soit apposé sur le monument aux morts d'Aiguillon,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Monsieur LASSERRE explique que Monsieur FREJAVILLE n'est actuellement ni sur le monument aux morts d'Aiguillon, ni sur celui de Lompian, mais est inscrit sur celui de Sarreguemines.

Monsieur le Maire ajoute qu'il a été sélectionné par le souvenir français, étant décédé en 1939.

Monsieur LASSERRE dit que sa fille, Jeannine, s'est engagée dans l'armée à l'âge de 18 ans.

TRANSPORTS

Syndicat intercommunal de transports scolaires d'Aiguillon et de Port-Ste-Marie – Communication sur le Rapport d'activité 2018

Monsieur le Maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

La commune d'Aiguillon est membre du Syndicat intercommunal de transports scolaires (SITS) d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie, ayant pour but la gestion des services spéciaux de transport d'élèves desservant les établissements scolaires de ces deux communes.

En vertu de l'article L.5211-39 du CGCT, la présidente du SITS d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie adresse chaque année au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement et l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.

Le conseil municipal est donc appelé à prendre connaissance du rapport d'activité du SITS pour l'exercice 2018 joint en annexe. Il doit en effet faire l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organisme délibérant de l'EPCI sont entendus.

Madame la présidente du SITS présente le rapport 2018.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

- **PREND ACTE** du rapport annuel d'activité relatif à l'exercice 2018, élaboré par le Syndicat intercommunal de transports scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie (SITS).
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport, qui fera notamment l'objet d'un affichage en mairie dans les 15 jours qui suivent sa présentation

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Madame MOSCHION demande plus d'explication sur l'avenir des SITS.

Madame AYMARD dit que la Région va modifier les barèmes selon le quotient familial.

Madame MOSCHION demande l'utilité des SITS.

Madame AYMARD répond que les SITS servent à faire remonter les modifications à faire, quand les maires veulent un point d'arrêt on fait ces dossiers-là, souvent ils interviennent pour que leur point d'arrêt soit créé.

Madame MOSCHION dit que les tarifs seront calculés par le Département.

Madame AYMARD dit qu'on reçoit le public, les gens demandent quel bus ils doivent prendre par exemple, on leur donne toutes les informations, on reçoit les cartes qu'on imprime et qu'on envoie.

Monsieur SADIR demande si la Région ne donne pas de grille indiciaire.

Madame AYMARD dit qu'on ne peut pas informer la personne, cela dépend de plein d'élément.

Madame MOSCHION dit qu'il s'agit d'une compétence régionale, il devrait y avoir une harmonisation sur tout le territoire.

Madame AYMARD dit que l'harmonisation est en train de se faire, sur la convention avec Pierre ROUSSET il est mentionné l'histoire des gilets jaunes, maintenant ça n'apparaît plus. Les effectifs se maintiennent malgré un tarif plus élevé, on a obtenu que les villes comme Saint Laurent ou Saint Léger qui sont à moins de 3 km puissent bénéficier d'une dérogation tarifaire.

Madame AYMARD dit qu'on a le devoir d'aider les enfants à faciliter la scolarisation, pour les transports, pour les équipements, si on veut élever la population, il faut y mettre ce qu'il faut. Il faudrait que la commune s'en occupe.

Monsieur le Maire dit que c'est la loi MAPTAM qui avait organisé le transfert des compétences des transports collectifs. La Région a eu du mal à harmoniser l'organisation de ces transports scolaires à l'échelle de la nouvelle Région Aquitaine, vu les disparités entre les départements et leurs financements, c'était très compliqué. Ceci étant, ça a commencé l'an dernier, et ce sont encore des ajustements.

Madame MOSCHION dit qu'ils ne savent pas ce que la Région va leur reverser, les syndicats ont du soucis à se faire.

Madame AYMARD dit que c'est pour cela qu'elle fait payer les communes, 39 euros par enfant, car sans financement, on dissout les syndicats.

Monsieur le Maire dit qu'on pourra le mettre dans les maisons France Services.

MOTION – Suite à la modification du Règlement des Transports Scolaires de la Région Nouvelle Aquitaine concernant le port du gilet jaune de haute visibilité

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'adopter la motion suivante :

Madame la Présidente du Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port - Sainte - Marie explique l'importance du port du gilet jaune de haute visibilité par les élèves usagers de transports scolaires.

Depuis une dizaine d'années, le Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie a joué un rôle important pour mettre en place cette procédure sur le terrain en partenariat avec le Département.

Le transport scolaire reste cependant le moyen le plus sûr pour se rendre à l'école. Les accidents surviennent souvent au moment de la montée ou de la descente du véhicule au point d'arrêt. Les zones rurales n'offrent pas toujours un trottoir ou une bande de cheminement clairement matérialisée.

En effet, sans aucun équipement rétro-réfléchissant, un enfant n'est, en moyenne, visible par un automobiliste qu'à partir de trente mètres, alors qu'il est, en moyenne, visible à plus de cent-cinquante mètres lorsqu'il en est équipé. Or, il faut, au minimum, vingt-cinq mètres à un véhicule roulant à cinquante kilomètres à l'heure pour s'arrêter, et près de quarante mètres sur une route humide.

Ces distances s'élèvent à plus de quatre-vingts mètres, cent-vingt mètres sur route humide, lorsque les véhicules circulent à quatre-vingt kilomètres à l'heure. La détention et le port du gilet de haute visibilité est obligatoire aux conducteurs de véhicules motorisés.

La prévention est un moyen efficace pour informer les plus jeunes sur les bons comportements et les règles de sécurité élémentaires et cela constituerait un signal fort adressé à la jeunesse, sur l'ensemble de notre territoire. C'est par la sensibilisation et nos actions sur le terrain que nous réduirons encore le nombre d'enfants accidentés.

C'est pour ces raisons, que nous voulons maintenir l'obligation du port de gilets pour tous les élèves empruntant les transports scolaires pour une visibilité accrue et en maintenir le contrôle comme indiqué dans la convention cosignée avec le président de la Région Nouvelle Aquitaine.

La décision de la Région Nouvelle Aquitaine en date du 29/08/2019 « le port du gilet jaune n'est plus obligation pour les élèves » réduit à néant le travail effectué en amont pour que les élèves soient en sécurité.

De ce fait, il conviendrait que la Région Nouvelle Aquitaine pérennise et soutienne cette mesure dans l'intérêt de nos enfants. Il est de notre responsabilité commune de mettre tout en œuvre pour assurer leur sécurité.

Nous souhaitons, que la Région Nouvelle Aquitaine, nous appuie dans notre décision de maintenir obligatoire le port du gilet jaune de haute visibilité pour tous les enfants empruntant les lignes des transports scolaires et poursuive une politique d'investissement au plus près des transports scolaires en faveur des jeunes au nom de l'égalité des chances.

LA VIE DE NOS ENFANTS EST EN JEU.

**Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ADOpte** la motion suite à la modification du règlement des transports scolaires de la Région Nouvelle Aquitaine concernant le port du gilet jaune de haute visibilité.

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Madame MOSCHION demande si tous les syndicats ont passé cette motion.

Madame AYMARD répond qu'elle a vu qu'en Gironde, cela s'est fait, il y a des Régions qui mettent en place le gilet et nous on l'enlève.

Madame MOSCHION dit que ça serait bien que les 80 SITS adoptent la motion.

Monsieur le Maire dit que la réponse de la Région c'est qu'ils se sont lancés dans l'harmonisation du transport à l'échelle de la Région et des différents règlements, mais ils n'y sont pas arrivés dans le temps imparti. Il y avait l'obligation du port du gilet comme dans notre département, mais dans d'autres départements ce n'était pas le cas. La Région a donc repris tous les règlements, mais le temps de l'harmonisation, on ne peut plus imposer le gilet jaune car certains départements n'avaient pas cette obligation-là. C'est une question de droit. C'est de là qu'est née l'ambiguïté, on a un recul de quelques années en terme de sécurité, et il faut saluer le travail mené par le SITS ces 10 dernières années pour arriver à imposer le gilet jaune, et les 3 dernières années il n'y avait quasiment plus de problème pour que les élèves revêtent le gilet lorsqu'ils montaient dans le bus, jusqu'à ce qu'ils arrivent dans leurs établissements scolaires.

Monsieur GIRARDI ajoute que c'est entré dans les mœurs.

Madame AYMARD dit que les zones urbaines en ont moins besoin, mais nous dans les zones rurales c'est essentiel pour garantir la sécurité.

Madame MOSCHION dit que cela serait intéressant que tous les syndicats du département votent cette motion.

Approbation de la modification des statuts du Sdee 47

Monsieur le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune est adhérente au Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne (Sdee 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Le Sdee 47 exerce également diverses compétences optionnelles comme la distribution publique de gaz, l'éclairage public, la signalisation lumineuse tricolore, l'éclairage des infrastructures sportives, les réseaux de chaleur ou de froid, les infrastructures de charge pour véhicules électriques, ainsi que des activités connexes à chaque compétence.

La maîtrise de la demande en énergie, l'efficacité énergétique des bâtiments ainsi que le développement des énergies renouvelables et des mobilités durables sont devenues des causes nationales. Les réseaux publics de distribution d'énergie sont désormais des vecteurs incontournables d'attractivité du territoire et de complémentarité entre milieux urbains et ruraux.

Le Sdee 47 a fortement renforcé depuis 2017 son implication dans les actions de Transition Energétique à la maille départementale : projet « Co'meth 47 » de développement de la méthanisation agricole, projet « mobi'ogaz 47 » de développement de la mobilité au biogaz naturel, projet « Territoire Solaire 47 » de développement de la production d'électricité photovoltaïque, projet « Cocon 47 » d'isolation des combles des bâtiments publics, développement de plusieurs projets de réseaux de chaleur, ...

Il préside également la Commission Consultative visant à coordonner l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, comprenant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre du département.

Le Sdee 47 vient de lancer une procédure de modification de ses statuts afin de prolonger son évolution et l'ancrage de ses actions en lien avec la transition énergétique au service des collectivités de Lot-et-Garonne, avec notamment :

- la création de nouvelles compétences en lien avec la mobilité durable : mobilité au GNV et mobilité à l'hydrogène ;
- le renforcement des activités connexes liées à la Transition Energétique ;
- une modification des secteurs de représentativité des communes au comité syndical.

En effet depuis 2017, le Sdee 47, intermédiaire par sa maille départementale entre la Région et les EPCI à fiscalité propre, a également renforcé ses liens avec les intercommunalités coordinatrices de projets TEPOS et/ou TEPCV sur leur territoire et porte des Plans Climat Air Energie Territoriaux pour le compte de certaines. Les zones actuelles de représentativité des communes au comité syndical correspondent aux syndicats primaires de 1953 et sont déconnectées de l'organisation territoriale actuelle (le territoire de secteurs pouvant recouper 5 EPCI et inversement le territoire des EPCI pouvant recouper 5 secteurs). Pour plus d'efficacité dans la communication et la coordination d'actions, il semblait nécessaire de modifier les périmètres de représentativité des communes membres du syndicat pour les faire correspondre au découpage territorial actuel.

Il est ainsi proposé de supprimer les 7 Secteurs Intercommunaux d'Energie actuels et de les remplacer par 7 Commissions Territoriales Energies dont les communes membres sont décrites en annexe (Annexe n°6) au projet de statuts.

Enfin, au vu de l'ensemble des évolutions majeures du Sdee 47 depuis 2007 sur les problématiques de transition énergétique et dans le cadre d'un mouvement national porté par la FNCCR, il est proposé de modifier le nom du syndicat, en remplaçant la dénomination de Sdee 47 qui avait été retenue en 2007, par celle de :

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Le nom d'usage (site internet, mails, ...) serait « **te47** », et le logo serait le suivant :



Le Président du Sdee 47 a notifié la délibération n°2019-130-AGDC du Comité Syndical du Sdee 47 portant sur la modification de ses statuts à chaque commune membre, qui devra se prononcer dans un délai de trois mois sur la modification présentée des statuts du Syndicat.

A défaut de délibération dans ce délai, la décision de la commune serait réputée favorable.

La décision de modification sera subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement, et prise par arrêté de Madame la Représentante de l'Etat dans le département.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

- **APPROUVER** la modification proposée des statuts du Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne ;
- **PRÉCISER** que la présente délibération sera notifiée au Président du Sdee 47.

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Evolution du périmètre : approbation des transferts de compétences au Syndicat Eau 47 à compter du 1^{er} janvier 2020 – Mise à jour des Statuts et Règlement Intérieur d'Eau 47

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5211-18 et L.5211-20 concernant les modifications relatives au périmètre et à l'organisation des EPCI, rendus applicables aux syndicats mixtes fermés par renvoi opéré de l'article L.5711-1 du même code ;

VU l'Arrêté inter-préfectoral n° 47-2019-07-15-001 et n°82-2019-07-08-012 en date du 15 juillet 2019 portant actualisation des compétences transférées au Syndicat Eau47 au 1^{er} juillet 2019 et de ses statuts ;

VU les délibérations sollicitant le transfert à Eau47 des compétences à compter du 1^{er} Janvier 2020 prises par les collectivités :

- Commune de **CASTELMORON SUR LOT** : délibération du 17 juin 2019 sollicitant le transfert de la compétence Assainissement collectif ;
- **Syndicat Intercommunal des Eaux de DAMAZAN-BUZET** : délibération du 26 novembre 2018 sollicitant le transfert des compétences Eau potable et Assainissement non collectif pour ses 7 communes membres : Buzet sur Baïse, Caubeyres, Damazan, Fargues sur Ourbise, Saint Léger, Saint Léon et Saint Pierre de Buzet ;
- **Syndicat Intercommunal des Eaux de CLAIRAC-CASTELMORON** : délibération du 18 juin 2019 sollicitant le transfert des compétences Eau potable et Assainissement non collectif pour ses 4 communes membres : Castelmoron sur Lot, Clairac, Grateloup St Gayrand et Laparade ;

- **Communauté de Communes PORTE D'AQUITAINE EN PAYS DE SERRES** : délibération du 19 septembre 2019 sollicitant le transfert des compétences Eau potable, Assainissement collectif et non collectif pour ses 13 communs membres : Beauville, Blaymont, Cauzac, Dondas, Engayrac, La Sauvetat de Savères, Puymiol, Saint Jean de Thurac, Saint Martin de Beauville, Saint Maurin, Saint Romain le Noble, Saint Urcisse et Tayrac ;
- **Communauté de Communes LOT ET TOLZAC** : délibération du 25 septembre 2019 sollicitant le transfert des compétences Eau potable, Assainissement collectif et non collectif pour ses 15 communs membres : Brugnac, Castelmoron sur Lot, Coulx, Hautesvignes, Labretonie, Laparade, Le Temple sur Lot, Monclar d'Agenais, Montastruc, Pinel Hauterive, Saint Pastour, Tombeboeuf, Tourtrès, Verteuil d'Agenais et Villebramar ;

SOUS RÉSERVE des délibérations de :

- **VAL DE GARONNE AGGLOMÉRATION** : transfert des compétences Eau potable, Assainissement collectif et non collectif pour 35 communes déjà membres d'Eau47 : Agmé, Beaufuy, Birac sur Trec, Calonges, Castelnau sur Gupie, Caubon Saint Sauveur, Caumont sur Garonne, Clairac, Escassefort, Fauquierolles, Fauillet, Fourques sur Garonne, Gontaud de Nogaret, Lafitte sur Lot, Lagruère, Lagupie, Longueville, Marmande (écarts ruraux), Le Mas d'Agenais, Mauvezin sur Gupie, Grateloup Saint Gayran, Montpouillan, Puymiclan, Saint Avit, Saint Barthélémy d'Agenais, Sainte Bazeille, Saint Martin Petit, Saint Pardoux du Breuil, Sénestis, Seyches, Taillebourg, Tonneins (écarts ruraux), Varès, Villeton et Virazeil ;
- **AGGLOMERATION DU GRAND VILLENEUVOIS** : transfert de la compétence Eau potable pour ses 19 communs membres : Allez et Cazeneuve, Bias, Casseneuve, Cassignas, Castella, Dolmayrac, Fongrave, Hauteclage La Tour, La Croix Blanche, Laroque Timbaut, Le Lédar, Monbalen, Pujols, Saint Antoine de Ficalba, Sainte Colombe de Villeneuve, Saint Etienne de Fougères, Sainte Livrade sur Lot, Saint Robert et Villeneuve sur Lot ;
- **Communauté de Communes CONFLUENT ET CÔTEAUX DE PRAYSSAS** : transfert des compétences Eau potable, Assainissement collectif et non collectif pour 29 communes déjà membres d'Eau47 : Aiguillon, Ambrus, Bazens, Bourran, Clermont Dessous, Cours, Damazan, Frégimont, Galapian, Granges sur Lot, Lacépède, Lagarrigue, Laugnac, Lusignan Petit, Madaillan, Monheurt, Montpezat d'Agenais, Nicole, Port Sainte Marie, Prayssas, Puch d'Agenais, Razimet, Saint Laurent, Saint Léger, Saint Léon, Saint Pierre de Buzet, Saint Salvy, Saint Sardos et Sembas.

VU les délibérations du Syndicat EAU47 (Annexe n°7):

- n°19_093_CBIS du 18 novembre 2019 approuvant l'évolution du périmètre et l'actualisation des compétences transférées à compter du 1^{er} janvier 2020 – mise à jour des Statuts d'Eau47 ;
- n°19_094_C du 18 novembre 2019 approuvant les transferts de compétences au Syndicat Eau47 à compter du 1^{er} janvier 2020 (sous réserve des délibérations des collectivités concernées) ;
- n°19_095_C du 18 novembre 2019 approuvant la mise à jour des Statuts d'Eau47.

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser le périmètre du Syndicat Eau47, et ses Statuts,

CONSIDÉRANT que le Syndicat Eau47 a consulté l'ensemble de ses membres par courrier du 20 novembre 2019,

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour
0 voix contre,
0 abstention,

- **DONNE** son accord pour l'élargissement du territoire syndical d'Eau47 dans le cadre de l'article 2.2. de ses statuts, à compter du 1^{er} janvier 2020 aux communes de CASTELMORON SUR LOT, CAUBEYRES, FARGUES SUR OURBISE, GRATELOUP ST GAYRAND et SAINT LEON ;
- **DONNE** son accord pour le transfert au Syndicat Eau47 des compétences « eau potable » et/ ou « assainissement (collectif/ non collectif) » par les collectivités suivantes, dans le cadre de l'article 2.2. de ses statuts :

Commune/Syndicat	Compétences transférées		
	AEP	AC	ANC
CASTELMORON SUR LOT		X	
SI DAMAZAN-BUZET (7 communes)	X		X
SI CLAIRAC-CASTELMORON (4 communes)	X		X
CDC PORTE D'AQUITAINE EN PAYS DE SERRES (13	X	X	X
CDC LOT ET TOLZAC (15 communes)	X	X	X
VAL DE GARONNE AGGLOMERATION (35 communes)	X	X	X
AGGLOMERATION DU GRAND VILLENEUVOIS (19	X		
CDC CONFLUENT ET COTEAUX DE PRAYSSAS (29	X	X	X

- **VALIDE** les modifications des statuts du Syndicat Eau47 à effet du 1^{er} Janvier 2020 ainsi que son annexe actualisée relative à la liste des membres et compétences transférées ;
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour informer le Syndicat Eau47 de cette décision.

Publié le 12/12/2019
Visa Préfecture le

* * * * *

RESSOURCES HUMAINES

Avenant au contrat statutaire du CDG 47

Par délibération du 13 décembre 2016, le conseil municipal a accepté l'offre des prestataires Gras Savoye (courtier) et AXA France Vie (Assureur) conclue par le Centre de Gestion de Lot-et-Garonne pour une durée de 4 ans (01/01/2017 – 31/12/2020) afin de couvrir les risques statutaires liés aux absences (congé de maladie ordinaire avec une franchise de 30 jours continus + longue maladie + longue durée + accident de services + maladie professionnelle + temps partiel thérapeutique + décès) des agents de la collectivité affiliés à la CNRACL, au taux de cotisation de 4,04 %.

Compte tenu du résultat déficitaire du contrat groupe de ces deux dernières années, le groupe AXA Assurances dénonce ce contrat au 31 décembre 2019 et a formulé de nouvelles conditions tarifaires permettant de rétablir l'équilibre des garanties.

AXA Assurances Vie propose pour l'année 2020, dernière année du contrat groupe, de nouveaux taux applicables uniquement sur la cotisation des agents affiliés à la CNRACL :

- choix n°1 : 5,66 % - garanties actuelles,
- choix n°2 : 5,25 % - garanties actuelles avec une franchise de 10 % sur le remboursement des indemnités journalières,
- choix n°3 : 4,85 % : garanties actuelles avec une franchise de 20 % sur le remboursement des indemnités journalières.

Le taux de cotisation des agents affiliés à l'IRCANTEC, soit 1,16 % reste pour l'année 2020, inchangé.

Compte tenu de la situation de l'absentéisme des agents de la collectivité et le coût de la réactualisation proposée par AXA Assurances Vie, il est proposé de retenir le choix n° 3 au taux de 4,85 % pour l'année 2020.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

- **DÉCIDE** d'opter pour le choix n° 3 correspondant au taux de cotisation à 4.85 % pour l'année 2020,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette modification contractuelle.

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Renouvellement de la convention « Retraite CNARCL » 2020-2022 avec le CDG 47

Vu les articles 23 et 24 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant que les collectivités territoriales ont en charge l'instruction des dossiers de retraites de leurs agents affiliés à la CNRACL et que cette obligation peut être satisfaite par l'adhésion au service retraite créé par le Centre de Gestion du Lot-et-Garonne (CDG 47),

L'objet de la convention est de fixer le rôle d'intermédiaire du CDG 47 à l'égard de la collectivité pour l'exécution des missions consistant en :

- une mission d'information et de formation multi-fonds au profit des collectivités affiliées et établissements et de leurs agents,
- une mission d'intervention et d'assistance sur les dossiers adressés à la Caisse des Dépôts et Consignation en tant que gestionnaire de la CNRACL,
- une mission d'estimation de pension.

La durée de la convention (Annexe n°3) est fixée à 3 ans à compter du 1er janvier 2020.

Pour l'exécution de cette mission, le CDG 47 perçoit une contribution financière globale et forfaitaire de la collectivité dont le montant est fonction du nombre d'agents de droit public (stagiaire, titulaire, contractuel de droit public sur un emploi permanent, à temps complet ou non complet).

La prestation est facturée pour Aiguillon à 2 475 euros par an.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

- **ADHÉRE** au service « Retraite CNRACL » du CDG 47, pour la période 2020/2022.
- **PREND ACTE** que les barèmes actuels prévoient une tarification liée au nombre d'agents affiliés à la CNRACL dans la collectivité et pourront être actualisés par décision du conseil d'administration du CDG 47,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer à la convention proposée par le CDG 47,
- **DIT** que les crédits correspondants au règlement de la prestation seront inscrits au budget de la collectivité.

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Madame MOSCHION dit qu'elle trouve que c'est quand-même très cher, 2 475 euros par an compte tenu du nombre d'employé que la Mairie d'Aiguillon possède.

Madame CURIE (DGS) dit que c'est forfaitaire, ce n'est pas en fonction du nombre de dossier traité par an.

Madame MOSCHION dit qu'on délègue de plus en plus, c'est payant, ça a un coût tout ça.

Monsieur le Maire dit que c'est une question de prestation de service compétent, on n'a pas le loisir de garder du temps dans le service RH pour s'occuper de ces dossiers.

Madame MOSCHION dit que le CDG exagère, tout devient payant et devient payant cher.

Monsieur PEDURAND dit que cela pourrait être au pro rata.

Madame CURIE dit que c'est en fonction du nombre d'agent mais pas en fonction du nombre de dossier traité.

Monsieur PEDURAND dit que si on a une collectivité de 200 agents avec des agents de moins de 30 ans, ce n'est pas intéressant.

Monsieur le Maire dit que nous n'avons pas tellement le choix.

Heures supplémentaires et heures complémentaires

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
Vu l'avis du comité technique en date du 6 décembre 2019.

Considérant que le personnel peut être appelé pour les besoins du service, à effectuer des heures supplémentaires au-delà de la durée légale du travail et des heures complémentaires en plus de leur temps de travail dans la limite de la durée légale du travail à la demande de l'autorité territoriale ou du responsable de service.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de fixer les modalités de réalisation des heures supplémentaires et complémentaires pour le personnel communal.

Les heures supplémentaires :

Peuvent être amenés à effectuer des heures supplémentaires, en raison des nécessités de service et à la demande de l'autorité territoriale ou du responsable de service (cela exclut par conséquent la seule initiative de l'agent), les agents stagiaires, titulaires temps complet, de catégorie C ou B relevant des cadres d'emplois des filières : administrative, technique, animation, culturelle, sociale, médico-sociale, police.

Pour les agents à temps complet, le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent ne peut excéder 25 heures par mois.

Pour les agents à temps partiel, le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne peut excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures.

Un décompte des heures supplémentaires est établi, signé par le responsable de service et l'autorité territoriale.

Il relève du pouvoir discrétionnaire de l'autorité territoriale de rémunérer les heures de travail supplémentaires ou de les faire récupérer dans les conditions suivantes :

- 25 % pour les 14 premières heures,
- 27 % pour les heures suivantes,
- 100 % quand l'heure supplémentaire est effectuée du nuit (période comprise entre 22 h et 5 h ou une période de sept heures consécutives comprise entre 22 h et 7 h),
- 66 % quand l'heure supplémentaire est accomplie un dimanche ou jour férié.

Si elles ne sont pas indemnisées, les heures supplémentaires sont récupérées. Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Cependant, en cas d'heures supplémentaires effectuées de nuit, dimanche ou jour férié, une majoration de ce temps de récupération peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixés pour la rémunération, soit :

- 100 % pour le travail de nuit,

- 66 % pour le travail du dimanche et des jours fériés.

Le choix entre le repos compensateur ou l'indemnisation est laissé à la libre appréciation de l'autorité territoriale.

Les heures complémentaires :

Peuvent être amenés à effectuer des heures complémentaires, en raison des nécessités de service et à la demande de l'autorité territoriale ou du responsable de service (cela exclut par conséquent la seule initiative de l'agent), les agents qui occupent un emploi à temps non complet (stagiaires, titulaires ou contractuels de droit public) relevant des cadres d'emplois des filières : administrative, technique, animation, culturelle, sociale, médico-sociale, police.

Un agent à temps non complet peut effectuer des heures complémentaires jusqu'à hauteur d'un temps complet (35 heures hebdomadaires) et ne font pas l'objet de majoration.

Un décompte des heures complémentaires est établi, signé par le responsable de service et l'autorité territoriale.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

- DÉCIDE d'instaurer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les agents stagiaires, titulaires de catégorie C ou B relevant des cadres d'emplois des filières : administrative, technique, animation, culturelle, sociale, médico-sociale, police,
- DÉCIDE que les heures supplémentaires effectuées du lundi au samedi seront récupérées. Le temps de récupération (repos compensateur) est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués,
- DÉCIDE que les heures supplémentaires effectuées de nuit, dimanche ou jour férié seront rémunérées selon les taux fixés par le décret ou récupérées dans les mêmes proportions que celles fixées par la rémunération,
- DÉCIDE que le choix entre l'indemnisation et le repos compensateur est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale, selon les nécessités de service en cas de récupération,
- DÉCIDE que les heures complémentaires seront rémunérées sur la base du traitement habituel de l'agent ou récupérées selon les nécessités de service,
- DÉCIDE que le paiement des heures complémentaires ou supplémentaires sera effectué sur présentation d'un décompte déclaratif.

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Annualisation du temps de travail

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 200-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du comité technique en date du 6 décembre 2019.

Monsieur le Maire expose que de plus en plus de services de la collectivité connaissent des cycles de travail spécifiques (période de haute activité et de faible activité) qui réclament une annualisation du temps de travail.

Monsieur le Maire rappelle que l'annualisation existe déjà dans la collectivité au sein de certains services notamment pour les agents de la restauration scolaire et des écoles maternelles (Atsem).

L'annualisation consiste :

- d'une part, à répartir le temps de travail de l'agent lorsque la collectivité a des besoins (rythme scolaire pour les agents des écoles, saisonnalité pour les agents des services espaces, police municipale....) et le libérer lors des périodes creuses,
- d'autre part, à maintenir une rémunération identique à l'agent tout au long de l'année, y compris pendant les périodes d'inactivités ou de faibles activités.

Tous les agents à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel peuvent être soumis à un cycle de travail annualisé. Le cycle de travail peut varier en fonction de chaque service et concerner des jours de semaine, des dimanches, des jours fériés, des heures de nuits ou des heures de journées.

Il doit respecter les principes légaux d'organisation du temps de travail :

- le repos hebdomadaire comprenant « en principe » le dimanche ne peut être inférieur à 35 heures,
- le repos entre 2 jours travaillés doit être au moins de 11 heures,
- le nombre d'heures de travail journalier doit être maximum de 10 heures,
- l'amplitude journalière maximale de 12 heures (calculée entre l'heure de la prise de poste et l'heure de la fin de poste dont pauses),
- le nombre d'heures de travail hebdomadaire maximal de 48 heures pour une semaine, et 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives,
- en journée continue, temps de repos de 20 mn (compris dans le temps de travail dès lors que l'agent doit se tenir à disposition de l'employeur et ne peut vaquer librement à ses occupations) à partir de 6 heures travaillées en continu.

Mise en œuvre de l'annualisation :

Le calcul du nombre d'heures à travailler dans le cycle annuel est effectué chaque année par le service des ressources humaines sur l'année civile.

Un planning annuel, tenant compte des besoins du service, est établi pour chaque agent

concerné. Il définit les périodes travaillées et non travaillées, les congés annuels et les périodes de repos compensateur et doit être strictement respecté par l'agent. Il est signé par l'autorité territoriale, le responsable de service et l'agent.

Modification de la répartition annuelle des heures :

En fonction des besoins du service, l'emploi du temps peut être modifié et donner lieu éventuellement à une nouvelle répartition des heures. Elle est effectuée après avis du responsable de service et de l'agent concerné.

Heures faites en plus (heures supplémentaires ou complémentaires) :

Elles sont réalisées à la demande de la collectivité, en plus des heures prévues au planning annuel. Seules les heures réalisées au-delà du nombre d'heures annuelles légales du temps de travail sont considérées comme heures supplémentaires ou complémentaires.

Formation :

Les heures passées en formation les jours habituellement de repos génèrent des heures supplémentaires ou complémentaires qui sont intégrées au planning annuel.

Absences (maladie, accident de service, maladie professionnelle) :

- en cas d'arrêt maladie sur une journée normalement travaillée : les heures sont considérées comme réalisées,
- en cas d'arrêt maladie sur une journée de repos compensateur : pas d'incidence
- en cas d'arrêt maladie sur une journée posée et accordée comme congé annuel : report du congé annuel, sur l'année de calcul des droits, en fonction des nécessités de service.

Monsieur le Maire propose la mise en œuvre de l'annualisation au fur et à mesure de l'étude des besoins, service par service, dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

- **DÉCIDE** d'instaurer l'annualisation du temps de travail dans le respect des principes énoncé ci-dessus, au fur et à mesure des besoins.

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

FINANCES LOCALES

DETR 2020 – Aménagement intérieur du pavillon Nord

La commune porte depuis 2016 l'opération de réhabilitation extérieure des pavillons du Château. Cette opération d'envergure connaîtra la dernière tranche de travaux en 2020 et prend tout son sens dès lors que l'aménagement intérieur également porté par la Commune offre de nouveaux espaces d'accueil de services de proximité, de commerces et/ou d'artisans.

Le Pavillon Sud appelé « La Comédie » accueillera le siège de la communauté de communes du Confluent et des coteaux de Prayssas dès le printemps prochain.

Le Pavillon Nord fera l'objet de travaux d'aménagement intérieur à compter de l'été 2020. Les aménagements du 1^{er} et dernier étage sont portés par le bailleur social Habitalys. La commune réalise les travaux du rez-de-chaussée et des caves. Certains travaux seront communs aux deux maitrisés d'ouvrage tels que la création de l'ascenseur, l'installation de la climatisation, du système de chauffage relié au réseau de chaleur...

Une partie des locaux du rez-de-chaussée est réservée à l'accueil de commerces et/ou d'artisans.

L'autre partie du rez-de-chaussée devrait recevoir le service tourisme de la Communauté de Communes, un espace muséal destiné notamment à la valorisation de vestiges archéologiques du territoire intercommunal et une salle de réunion. Pour cette dernière partie, je vous propose de déposer un dossier de demande de subvention au titre de la DETR 2020.

Le pavillon Sud communal menaçait ruine et devait être nécessairement réhabilité. Toutefois, l'effort financier de la Commune est considérable, compte tenu notamment du caractère historique de cette réhabilitation (pavillon inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques). Ce dossier DETR est éligible à double titre : d'une part, parce qu'il est indissociable de l'opération de redynamisation du centre-bourg et d'autre part, parce qu'il s'agit d'un bâtiment communal remarquable.

Actuellement l'étude au stade d'avant-projet sommaire fait ressortir une estimation de dépenses (partie du RDC éligible, les caves, et les travaux communs proratisés avec la maîtrise d'ouvrage Habitalys) d'un montant total de 505 872 €.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- DÉCIDE de solliciter une subvention au titre de la DETR 2020 pour un montant de 202 349 € représentant 40% du montant total des dépenses estimées à ce stade d'avant-projet sommaire et d'approuver le plan de financement ci-dessous :

Dépenses HT		Recettes	
Etudes (Moe , SPS & CT)	31 872 €	Subvention DETR (40%)	202 349 €
Travaux Estimation APS	474 000 €	Autofinancement Communal	303 523 €
Total	505 872 €	Total	505 872 €

- PRÉCISE que les crédits sont inscrits dans le cadre d'une autorisation de programme et crédits de paiement,
- PRÉCISE que la commune s'engage à faire le portage financier du FCVTA.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer les documents afférents à cette affaire.

Publié le 12/12/2019

DETR 2020 – Dispositif de Vidéo-Protection

Monsieur le Maire rappelle les dispositifs de sécurité existants sur la Commune :

- Convention de coordination entre la police municipale et la gendarmerie depuis le 2 janvier 2017,
- Policier municipal équipé d'une caméra piétonne qui assure sa sécurité en enregistrant les échanges avec les usagers,
- Partenariat étroit avec la cité scolaire : convention de mesures de responsabilisation et collaboration avec l'équipe dirigeante et la gendarmerie pour sécuriser les abords de la Cité scolaire dans le cadre du Conseil de Sécurité et de Prévention de la Délinquance des communes d'Aiguillon et de Port Sainte Marie,
- Protection des mineurs contre les dangers de la consommation d'alcool dans les lieux publics et protection de la circulation de mineurs (arrêté municipal pris en tant que de besoin),
- Procédure de rappel à l'ordre,
- Système de vidéo-protection.

La vidéo-protection peut être définie comme toute technique permettant d'assurer la surveillance de lieux, qu'ils soient publics ou privés, tels que des bâtiments, des installations, des biens ou encore des personnes, par des caméras de vidéo transmettant les images filmées sur un écran de visionnage. Le code de la sécurité intérieure régit la réglementation applicable à ce dispositif.

La Commune dispose donc d'un système de vidéo-protection devenu aujourd'hui obsolète.

Il est de fait envisagé le renouvellement du dispositif de vidéo-protection pour lequel l'autorisation préfectorale a déjà été accordée le 28 juillet 2005 renouvelée depuis régulièrement. Le changement de dispositif technique exige le dépôt d'une demande de renouvellement anticipée du système autorisé.

Dans l'objectif de :

- Protéger les abords immédiats des bâtiments publics,
- Sauvegarder les installations publiques,
- Réguler les flux de transport,
- Constater les infractions aux règles de circulation
- Prévenir des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux exposés à des risques d'agression de vols ou de trafic de stupéfiants.

Il est proposé à l'Assemblée quatre lieux d'implantation de caméras fixes disposant d'une vision à 180° (panoramique) haute définition, et pour le visionnage et la sauvegarde des vidéos, un serveur Stockeurs 16 voies et un moniteur.

Les secteurs concernés seraient les suivants :

- Place du 14 juillet
- Allées Charles de Gaulle
- Rue Gambetta
- Jardin Public

Le public est bien entendu informé par la mise en place de panneaux dans les entrées de ville.

La commune souhaite également acquérir une caméra nomade qui pourrait être installée selon les événements organisés par la municipalité mais aussi dans les sites les plus exposés au dépôt sauvage. Les périmètres proposés sont les suivants :

- Le site de la confluence,
- Les enceintes sportives Jamet et Durand,
- Le chemin de Lacloutasse,
- La rue George Sand et ses annexes (salles des majorettes, centre technique municipal),
- La place d'Arcole et le city-parc,
- La place Clémenceau,
- Les abords de la gare.

Le coût total de l'opération est estimé à 40 000 € HT, pour lequel la commune sollicite une subvention au titre de la DETR 2020 - Dispositifs de vidéo-protection pour un montant de 12 000 € soit 30% du dispositif, le solde à charge de 28 000 € est autofinancé par la commune.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **APPROUVE** le renouvellement du dispositif de la vidéo-protection telle que présentée ci-dessus
- **APPROUVE** le plan de financement suivant :
Coût prévisionnel total : 40 000 € HT,
Autofinancement : 28 000 € HT,
Etat (DETR 2020) : 12 000 € HT
- **AUTORISE** Monsieur le maire à déposer une demande de subvention au titre de la DETR 2020- Dispositifs de vidéo protection,
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget communal 2019 et que la commune s'engage à faire le portage financier du FCVTA.

*Publié le 12/12/2019
Visa Préfecture le 12/12/2019*

Location des salles polyvalentes communales – Tarif 2020

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Les associations, syndicats ou partis politiques, mais également toute autre personne physique ou morale, peuvent, sur leur demande, être autorisés à utiliser des locaux appartenant à la commune (CGCT, art. L2144-3).

La décision de mettre des locaux communaux à la disposition de ceux qui en font la demande, et la détermination de leurs conditions d'utilisation relève de la compétence du maire, sous le contrôle du Conseil Municipal.

L'utilisation de locaux communaux à des fins privées peut être autorisée à titre gratuit ou onéreux, la contribution due étant en ce cas fixée par le Conseil Municipal.

Cette utilisation obéit aux règles relatives au principe d'égalité devant le service public, qui autorisent l'existence de régimes préférentiels à condition que ceux-ci se fondent uniquement sur des différences de situation des usagers (habitants permanents d'une commune, résidents temporaires, personnes non résidentes sur la commune...); aucun privilège, aucune discrimination ne sont justifiés pour des personnes placées dans une situation identique et soumises au même régime juridique.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

- **FIXE** les tarifs de location des salles polyvalentes communales à compter du 1^{er} janvier 2020 ainsi qu'il suit :

Pour la location de salles aux particuliers :

PARTICULIERS			
SALLES	CAUTIONS	AIGUILLON	HORS AIGUILLON
SALLE DES MAJORETTES	300.00€	200.00€	300.00€
SALLE ROGER DAGUERRE (LUNAC)	200.00€	120.00€	200.00€
CLUB HOUSE JAMET uniquement pendant les vacances d'été	300.00€	200.00€	300.00€

Pour la location de salles aux associations :

ASSOCIATIONS			
SALLES	CAUTIONS	AIGUILLON	HORS AIGUILLON
SALLE DES MAJORETTES	350.00€	A titre gracieux	350.00€
SALLE DE RECEPTION ESPACE THEOPHILE DE VIAU	300.00€	A titre gracieux	300.00€
SALLE DE SPECTACLE ESPACE THEOPHILE DE VIAU	500.00€	A titre gracieux	500.00€
SALLE ROGER DAGUERRE (LUNAC)	120.00€	A titre gracieux	120.00€
CLUB HOUSE JAMET	200.00€	A titre gracieux	
CLUB HOUSE DURAND	200.00€	A titre gracieux	

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

Mise à disposition chapiteaux / estrade / nacelle – Tarifs 2020

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

La commune d'Aiguillon possède du matériel de fêtes (chapiteaux, estrade, nacelle) qu'elle utilise pour des manifestations organisées par les services municipaux, les établissements scolaires, les associations ou des collectivités.

Le conseil municipal est appelé à déterminer les tarifs et conditions de location relatifs à la mise à disposition de ce matériel (transport, montage et démontage) à compter du 1er janvier 2020.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **FIXE** les tarifs de mise à disposition des chapiteaux comme suit :

MISE A DISPOSITION DE CHAPITEAU TARIF 2020			
DEMANDEUR	TRANSPORT aller-retour	MONTAGE/DEMONTAGE	
		Sans électricité	Avec électricité
Associations Aiguillonaises	GRATUIT	GRATUIT <i>Si mise à disposition d'un agent des services techniques habilité pour encadrer l'équipe de monteurs des demandeurs</i>	
Communes de la Communauté de Communes	120 €	200 € <i>Mise à disposition d'un agent des services techniques habilité pour encadrer l'équipe de monteurs des demandeurs</i>	265 € <i>Mise à disposition d'un électricien en plus d'un agent des services techniques habilité pour encadrer l'équipe de monteurs des demandeurs</i>
Communes hors CCCP	Refusé	Refusé	
Associations hors Aiguillon et CCCCCP	Refusé	Refusé	
Particuliers	Refusé	Refusé	

- **DIT** que les conditions de mise à disposition du chapiteau sont les suivantes :
 - Location du jeudi au lundi (au-delà : 25 € / jours supplémentaires),
 - Dans le cas où le demandeur n'est pas en mesure de fournir une équipe démonteur, le service sera facturé 65 € par agent et par ½ journée en plus du tarif indiqué ci-dessus,
- **FIXE** les tarifs pour la location de l'estrade communale selon le détail suivant :

MISE A DISPOSITION D'ESTRADE TARIF 2020		
DEMANDEUR	TRANSPORT aller-retour	MONTAGE/DEMONTAGE
Associations Aiguillonaises	GRATUIT	GRATUIT <i>Si mise à disposition d'un agent des services techniques habilité pour encadrer l'équipe de monteurs des demandeurs</i>
Communes de la Communauté de Communes	75 €	300 € <i>Mise à disposition d'un agent des services techniques habilité pour encadrer l'équipe de monteurs des demandeurs</i>
Communes hors CCCP	Refusé	Refusé
Associations hors Aiguillon	Refusé	Refusé
Particuliers	Refusé	Refusé

- DIT que les conditions de mise à disposition de l'estrade sont les suivantes :
 - Location du jeudi au lundi (au-delà : 25 € / jours supplémentaires),
 - Dans le cas où le demandeur n'est pas en mesure de fournir une équipe démonteur, le service sera facturé 65 € par agent et par ½ journée en plus du tarif indiqué ci-dessus,
 - Tarifs forfaitaires quelle que soit la surface empruntée (surface totale : 8x6 mètres soit 48 m²)
- FIXE les tarifs à compter du 1er janvier 2020 pour la mise à disposition de la **nacelle** selon le détail suivant :

MISE A DISPOSITION DE LA NACELLE TARIF 2020	
DEMANDEUR	MONTAGE/DEMONTAGE
Associations Aiguillonaises	Refusé
Communes de la Communauté de Communes	65 € par agent par ½ journée 50 € pour la nacelle par ½ journée
Communes hors CCCP	Refusé
Associations hors Aiguillon	Refusé
Particuliers	Refusé

- DIT que les conditions de mise à disposition de la nacelle sont les suivantes :
 - Location du jeudi au lundi (au-delà : 25 € / jours supplémentaires)
 - La nacelle est obligatoirement conduite par un agent de la commune

Publié le 12/12/2019
Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

1. Concessions funéraires :

L'usage privatif du domaine public suppose l'octroi par la Commune d'un titre d'occupation délivré à titre temporaire, précaire et révocable (CGPPP, art. L2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3).

Les concessions funéraires sont des autorisations d'occupation privative du domaine public sous forme contractuelle, qui ne sont pas constitutives de droits réels.

Toute occupation privative du domaine public est soumise au paiement d'une redevance. Il appartient par ailleurs à la collectivité de fixer, tant dans l'intérêt du domaine et de son affectation que dans l'intérêt général, les modalités de cette utilisation privative et les conditions auxquelles elle entend la subordonner. L'occupation privative du domaine public est soumise à un principe général de non-gratuité (CGPPP, art. L 2125-3).

En ce qui concerne la répartition du produit des concessions : depuis l'abrogation, par la loi du 21 février 1996, de la disposition prévoyant la répartition du produit des concessions funéraires à hauteur des deux tiers au profit de la commune et d'un tiers au bénéfice du centre communal d'action sociale, les communes ont désormais le choix entre attribuer la totalité de ce produit au seul budget communal, attribuer la totalité du produit au budget du CCAS ou répartir ce produit entre la commune et le CCAS en fixant les taux de répartition. Ces modalités d'affectation font l'objet d'une délibération du conseil municipal.

2. Surveillance des opérations funéraires :

Afin d'assurer l'exécution des mesures de police applicables, notamment les mesures de salubrité publique, un certain nombre d'opérations funéraires doivent s'effectuer sous la responsabilité du maire, en présence d'un agent municipal assermenté. Seules les opérations funéraires suivantes devant ainsi faire l'objet d'une surveillance donnent lieu au versement d'une vacation :

- les opérations de fermeture du cercueil, lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès ou de dépôt et, dans tous les cas, lorsqu'il y a crémation ;
- les opérations d'exhumation, de ré inhumation et de translation de corps.

Afin d'éviter des disparités suivant les communes, la loi a prévu l'encadrement des vacations funéraires, dont le montant, fixé par le maire après avis du conseil municipal, est désormais compris entre 20 et 25 €. Elles ne peuvent pas être gratuites. Elles transitent par la recette communale pour être reversées au fonctionnaire municipal ayant effectué la surveillance (CGCT, art. L 2213-14, L 2213-15 et R 2213-44 à 49).

3. Taxes communales en matière funéraire

Les convois, les inhumations et les crémations peuvent donner lieu à la perception de taxes dont les tarifs sont votés par le conseil municipal. Ces tarifs sont fixes (ils ne peuvent être modulés selon la nature ou la qualité des prestations fournies) ; ils ne peuvent non plus être différents selon le lieu du domicile, du décès ou de la mise en bière du défunt (CGCT art. L 2223-22).

Limitativement assises par la loi sur les convois, les inhumations et les crémations, elles ne peuvent concerner les exhumations.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **DÉTERMINE** les montants pour :

- Les concessions funéraires :

Localisation	Détail	Dimensions	Durée	Tarifs 2019	Tarifs 2020
Division « pleine terre »	- enfant	1 m x 0,80 m = 0,80 m²	15 ans	66,50 €	66,50 €
			30 ans	75,00 €	75,00 €
	- Adulte	1 m x 2,00 m = 2,00 m²	15 ans	164,00 €	164,00 €
			30 ans	188,00 €	188,00 €
Division « constructible »	- Adulte	1,20 m x 2,50 m = 3,00 m²	50 ans	316,00 €	316,00 €
			100 ans	633,00 €	633,00 €
	- Adulte	2,00 m x 2,50 m = 5,00 m²	50 ans	1 441,00 €	1 441,00 €
			100 ans	2 882,00 €	2 882,00 €
Espace cinéraire	Niche columbarium		30 ans	721,00 €	721,00 €
	- Cave-urne	0,80 m x 0,80 m = 0,64 m²	50 ans	68,00 €	68,00 €
			100 ans	135,00 €	135,00 €
	Jardin du souvenir			gratuit	gratuit
Caveau provisoire			Du 1er au 3e mois	14,00 €	14,00 €
			À partir du 4e mois	36,00 €	36,00 €

- Les vacations funéraires :

Objet	Détail	tarifs 2019	Tarifs 2020
Vacations	Opération de fermeture du cercueil lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès	23,50 €	23,50 €
	Opération d'exhumation des restes mortels	23,50 €	23,50 €
	Opération de ré inhumation des restes mortels	23,50 €	23,50 €
	Opérations de translation des restes mortels	23,50 €	23,50 €

- Les taxes funéraires :

Objet	tarifs 2019	Tarifs 2020
Taxe inhumation (dont dispersion des cendres au Jardin du Souvenir et scellement d'urnes)	49.75 €	49,75 €

Publié le 12/12/2019
Visa Préfecture le 12/12/2019

Foire et marchés d'approvisionnement – Vente et distribution sur le domaine public – Tarifs 2020

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

L'exercice d'une activité ambulante sur le domaine public d'Aiguillon n'est possible qu'après déclaration faite au centre de formalités des entreprises et remise d'une carte professionnelle (Code commerce, art. L 123-29). La délivrance de ces documents n'autorise cependant nullement leurs détenteurs à exercer librement leur profession sur l'ensemble du domaine public de la commune ; c'est le maire qui réglemente l'exercice du commerce ambulant.

Une autorisation préalable est nécessaire lorsque l'exercice de l'activité commerciale (vente ou dégustation gratuite de produits, etc.) entraîne l'occupation privative du domaine public, en particulier du domaine public routier. L'autorisation prend la forme d'un permis de stationnement s'il n'y a pas modification de cette emprise (planches sur tréteaux, étalage ou présentation à même le sol, stationnement d'un véhicule ou d'une remorque). Ces autorisations sont délivrées à titre précaire et révocable et sont subordonnées au paiement d'un droit de place (CGCT, art. L 2213-6).

Dans le cas d'une « Foire avec animation commerciale », on entend par « animation commerciale » une action promotionnelle ponctuelle qui vise à développer les ventes d'un produit ou les visites dans un point de vente (vente sur accroche, dégustation, démonstration, etc...). L'animation terrain est effectuée par un animateur pour le compte d'une marque ou d'une enseigne, à l'initiative de l'organisateur de la foire. Elle repose généralement sur un mécanisme ludique ou sur une politique de prix promotionnelle (vente flash par exemple).

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **FIXE** les tarifs suivants pour les droits de place des foires et marchés à compter du 1^{er} janvier 2020 :

Stand sur la voie publique (les jours de marché ou jours de semaine)	TARIFS 2020 (tarifs 2019)		
	0 à 2 ml	2 à 4 ml	Au-delà, par mètre linéaire supplémentaire
Prix / marché			
Prix journalier	2,60 € (2,50€)	3.10 € (3.00 €)	1.10 € (1.00€)
Prix mensuel	2,30€ (2,20€)	2,70 € (2,60€)	0,90 € (0,80€)
Prix trimestriel	2.10 € (2.00€)	2,50 € (2,40 €)	0,80 € (0,70 €)
Prix semestriel	1,90 € (1,80€)	2,30 € (2,40 €)	0,70 € (0,60€)
Prix annuel	1,70 € (1,60€)	2.30 € (2.20€)	0,60 € (0,50 €)

Stationnement d'un ensemble routier pour vente sur la voie publique	TARIFS 2020 (tarifs 2019)
Pour un camion d'une longueur inférieure ou égale à 12,50 m	Tarifs des stands sur la voie publique les jours de marché ou jours de semaine
Pour un camion au-delà de 12,50 m	125 € / Par jour (120 €)

Cirques et spectacles divers	TARIFS 2020 (tarifs 2019)
Par jour	25,50 € (25,00 €)

Commun	TARIFS 2020 (tarifs 2019)
Supplément pour branchement électrique	1,25 € par jour (1,20€)
Supplément pour fourniture en eau	1,25 € par marché (1,20 €) + consommation aux frais réels par m3

Foire*	TARIFS 2020 (tarifs 2019)	
	Surface du stand en mètre carré Non commerçants et artisans hors Aiguillon	
	Forfait journalier Période d'animations pour 0 à 10m ²	Au-delà de 10 m ² Période d'animations
Foire (sans animation commerciale)	14,00 € / jour (13,50 €)	0,25 €/ m ² / jour (0,20 €)
Foire (avec animation commerciale)	14,60 € / jour (14,50 €)	0,25 €/ m ² / jour (0,20 €)

- les associations aiguillonaises sont exonérées du paiement de cette redevance lorsqu'elles occupent le domaine public en raison de leur statut et du caractère non lucratif de leur activité.

Publié le 13/12/2019

Visa Préfecture le 13/12/2019

* * * * *

Tarifs occupation du domaine public 2020

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

L'usage privatif du domaine public suppose l'octroi par la commune d'un titre d'occupation délivré à titre temporaire, précaire et révocable (CGPPP, art. L2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3).

Le Maire délivre aux commerces du centre-ville :

- des permis de stationnement pour une occupation privative du domaine public sans emprise au sol par des objets ou ouvrages conservant leur caractère mobilier (par exemple : terrasses de café installées sur les trottoirs, présentoirs de journaux, etc) ;

- des permis de voirie pour une occupation privative du domaine public avec emprise au sol par des ouvrages qui modifient l'emprise domaniale et font corps avec elle (par exemple : installations de mobiliers urbains, construction facilement démontable, etc).

Il s'agit d'autorisations unilatérales d'occupation privative du domaine public, qui ne sont pas constitutives de droits réels.

Toute occupation privative du domaine public est soumise au paiement d'une redevance. Il appartient par ailleurs à la collectivité de fixer, tant dans l'intérêt du domaine et de son affectation que dans l'intérêt général, les modalités de cette utilisation privative et les conditions auxquelles elle entend la subordonner.

L'occupation privative du domaine public est soumise à un principe général de non-gratuité (CGPPP, art. L 2125-3).

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **FIXE** les tarifs de la redevance pour occupation privative du domaine public à compter du 1^{er} janvier 2020 ainsi qu'il suit :

Objet	TARIFS 2020 (tarifs 2019)
Occupation privative du domaine public <u>sans</u> emprise au sol (permis de stationnement) ex : terrasses de café installées sur les trottoirs, présentoirs de journaux,...	6,10 € / m² / an (6,00 €)
Occupation privative du domaine public <u>avec</u> emprise au sol (permis de voirie) ex : installation de mobilier urbain, construction facilement	24,00 € / m² / an (23,50 €)

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Révision AP/CP – Autorisation de Programme / Crédit de Paiement

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales disposent que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) relatifs notamment aux travaux à caractère pluriannuel.

L'autorisation de programme (AP) constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget de l'année N ne tient compte que des CP de l'année.

Cette procédure améliore la visibilité financière des engagements de la collectivité à moyen terme en formalisant une dépense dont le paiement s'étendra sur plusieurs exercices sans en faire supporter l'intégralité à son budget en risquant de prévoir la mobilisation d'emprunt par anticipation.

Les autorisations de programme peuvent être révisées par le Conseil municipal en volume global mais aussi au niveau des crédits de paiement pour coller plus étroitement à la réalité de l'avancement du projet et des dépenses y afférentes.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (FCTVA, subventions, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

L'équilibre annuel budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement inscrits au budget. Chaque année, le projet de budget est accompagné d'une situation au 1er janvier de l'exercice considéré, des autorisations de programmes votées antérieurement et de l'état de consommation des crédits correspondants.

De même, au moment du vote du compte administratif, une annexe supplémentaire comporte la situation, arrêtée au 31 décembre de l'année, des autorisations de programme et de leurs crédits de paiement.

Les autorisations de programme et d'engagement permettent d'assurer le lien entre les exercices. Dans l'attente du vote du budget primitif, l'exécutif peut liquider et mandater les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée lors d'exercices antérieurs, dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption.

Vu les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement ;

Par délibération en date du 7 mars 2017, du 28 février 2018, puis du 26 février 2019 le Conseil Municipal a adopté les autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) suivants :

- Opération 56 – 2016-01 : Aménagement des Espaces Publics du Centre-Ville
- Opération 59 – 2016-02 : Réhabilitation extérieure des pavillons du Château
- Opération 61 – 2018-01 : Réhabilitation intérieure des pavillons du Château

L'état d'avancement du projet de la réhabilitation intérieure des deux pavillons a permis d'adopter en conseil municipal du 29/10/2019 la création de l'opération N°62 « Réhabilitation intérieure du Pavillon Nord ».

Afin d'une plus grande transparence, il est proposé de scinder l'AP N°2018-01 qui portait sur la réhabilitation intérieure des deux pavillons en deux, et de créer l'AP N°2019- 01 intégrant l'opération N°62 « Réhabilitation intérieure du Pavillon Nord » ; l'AP N°2018-01 portant désormais exclusivement sur la réhabilitation intérieure du Pavillon de la Comédie, opération N°61.

Considérant le vote du budget 2020 en avril prochain, il est proposé au Conseil Municipal de les actualiser comme indiqué dans l'annexe afin de ne pas interrompre les opérations de travaux correspondantes entre les deux exercices 2019 et 2020.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **APPROUVE** le rapport ci-dessus énoncé,
- **ADOpte** les programmes et les crédits de paiement (AP/CP) pour l'aménagement des espaces publics, la réhabilitation extérieure et la réhabilitation intérieure des pavillons du Château comme joint en annexe.
- **DÉSIGNE** Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces relatives à l'exécution de la présente délibération.

Publié le 16/12/2019
Visa Préfecture le 16/12/2019

* * * * *

Fonds de concours de la Communauté de Communes du Confluent et des coteaux de Prayssas – Aménagement intérieur du Pavillon de la Comédie

Monsieur le Maire rappelle :

Que la Communauté de communes du Confluent et des coteaux de Prayssas a adopté par délibération en date du 14 septembre 2017, le principe de création d'un nouveau siège à Aiguillon, acceptant la proposition de la commune d'Aiguillon de mise à disposition du bâtiment de La Comédie,

Que les travaux d'aménagement intérieur du Pavillon de la Comédie ont débuté début novembre 2019 et devrait se terminer au printemps 2020,

Vu l'article L 5214-16-V du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant la pratique du fonds de concours constituant une dérogation au principe de spécialité d'un établissement public de coopération intercommunale,

Cet article prévoit qu' : « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds

de concours. »

Considérant que le fonds de concours pourra être versé en plusieurs fois ;

Considérant que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assurée, hors subventions, par la commune d'Aiguillon, conformément au plan de financement,

Que le montant du fonds de concours est fixé à hauteur de 542 000 euros, dans la limite prévue par l'article L5214-16-V du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

26 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

- **APPROUVE** le versement d'un fonds de concours de la Communauté de communes du Confluent et des coteaux de Prayssas pour un montant maximum de 542 000 euros,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Décision modificative n°3-2019

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à la régularisation d'écriture entre les différents chapitres du budget principal de la Commune.

La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi qu'il suit :

INVESTISSEMENT						
Opération	Libelle	Chapitre	article	Dépenses	Recettes	Objet
Opérations réelles						
Sous total Investissement				0,00 €	0,00 €	
Opération d'ordre						
Opération d'ordre de transfert entre sections		040	15182	15 184,00 €		Régul provision BP Assainissement
				15 184,00 €	0,00 €	
Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement		021			15 184,00 €	
Sous total Opération d'ordre - investissement				15 184,00 €	15 184,00 €	
Total section d'investissement				15 184,00 €	15 184,00 €	
FONCTIONNEMENT						
Libelle	Chapitre	désignation	Dépenses	Recettes	Objet	
Opérations réelles						
Sous total Fonctionnement				0,00 €	0,00 €	
Opération d'ordre						
Ecritures d'ordre entre section		042	7815		15 184,00 €	Régul provision BP Assainissement
Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement		023		15 184,00 €		
Sous total opération d'ordre - Fonctionnement				15 184,00 €	15 184,00 €	
Total Section de fonctionnement				15 184,00 €	15 184,00 €	
TOTAL Général				30 368,00 €	30 368,00 €	

Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **APPROUVE** la décision modificative n°3 proposée du budget principal de la Commune de l'exercice 2019.

Publié le 12/12/2019
Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Budget principal Commune – Subvention de fonctionnement – CCAS – Accord pour versement trimestriel subvention municipale

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Le CCAS dispose d'un budget autonome qui prend notamment en compte le personnel nécessaire à l'accomplissement de ses actions. Trois sources de financement du CCAS peuvent être distinguées :

- les ressources propres : les dons et legs ainsi que les produits de quêtes ou de collectes,
- les ressources liées aux services et aux actions créés et gérés par le Centre communal d'action sociale : le remboursement par le service départemental d'aide sociale des frais d'enquête pour constitution des dossiers d'aide sociale, les participations de divers

organismes au financement de certaines actions et prestations (département, caisses de retraite...), ainsi que les participations des bénéficiaires des services et prestations assurées par le Centre communal d'action sociale,

- les ressources extérieures non affectées à une action précise : ces ressources proviennent de la subvention communale qui constitue l'apport prépondérant et obligatoire au fonctionnement de tous les Centres communaux d'action sociale.

Afin d'éviter tout problème de trésorerie du CCAS d'Aiguillon, le conseil municipal est appelé à accepter de répartir le versement de la subvention qui lui est allouée de façon trimestrielle comme suit : 10 janvier 2020, 10 mars 2020, 10 juin 2020 et 10 septembre 2020.

Dans l'attente du vote du budget, il est proposé de verser en janvier 2020, le quart de la subvention attribuée en 2019, soit la somme de 28 750 €.

Les autres versements de l'année 2020 seront réajustés en fonction de la subvention versée en 2020 au CCAS après adoption du Budget Principal 2020 de la Commune.

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

*Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.1612-11,
Vu la demande présentée par le CCAS d'Aiguillon.*

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **DÉCIDE** d'autoriser le versement trimestriel de la subvention au Centre Communal d'Action Sociale à compter du 1er janvier 2020 ;
- **DIT** que le montant de la subvention sera inscrit au Budget Primitif 2020 à l'article 657362, « subventions de fonctionnement au CCAS » ;
- **AUTORISE** le Maire à procéder au versement trimestriel de la subvention au CCAS.

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Autorisation d'ouvrir les crédits d'investissement avant le vote du Budget à hauteur de 25% des investissements – Budget principal

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Monsieur le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales.

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Montant des dépenses d'investissement inscrites au budget primitif 2019 par chapitre, et le cas échéant, par opération

Chapitre	Crédits ouverts BP 2019	Autorisation avant adoption du budget 2020 (25%)
21 – Immobilisations corporelles	641 043 €	160 260 €
23 – Immobilisations en cours	8 224 €	2 056 €
Opération N° 70 - Extension & Rénovation école Marie Curie	150 000 €	37 500 €

Les crédits correspondants, visés dans le tableau ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **DECIDE** d'ouvrir les crédits d'investissement avant le vote du budget à hauteur de 25 % des investissements comme indiqué ci-dessus,
- **CERTIFIE** que le financement sera inscrit sur les chapitres correspondants en section investissement du budget principal de la commune.

Publié le 12/12/2019
Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Versement anticipé d'une partie de la subvention à hauteur de 2 000 € avant le vote du BP – Exercice 2020

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Pour éviter toute gestion de fait, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits

irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

L'association Football Confluent 47 souhaite que le conseil municipal accepte le versement par anticipation d'une partie de la subvention qui sera votée lors du budget primitif 2020 à hauteur de 2 000 € afin de faciliter l'organisation de leur saison sportive.

Si l'assemblée valide cette demande, les crédits nécessaires au règlement de cette subvention seront inscrits au budget primitif 2020 à l'article 6574 « Subventions autres organismes ».

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

25 voix pour,

0 voix contre,

2 abstentions, (Madame LARRIEU, Madame CAMPOY MARTINEZ)

- **AUTORISE** le versement d'une partie de la subvention de l'association Football Confluent par anticipation à hauteur de 2 000 € avant le vote du budget primitif 2020.
- **DIT** que les crédits nécessaires au règlement de cette subvention seront inscrits au budget primitif 2020 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;
- **MANDATE** Monsieur le maire ou son représentant pour signer la convention d'objectifs correspondante et tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

Publié le 13/12/2019

Visa Préfecture le 13/12/2019

* * * * *

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Opération de revitalisation du territoire (ORT) – Adoption de principe

Créée par la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan) du 23 novembre 2018, l'Opération de revitalisation du territoire (ORT) est un outil nouveau à disposition des collectivités locales pour porter et mettre en œuvre un projet de territoire dans les domaines urbain, économique et social afin de lutter prioritairement contre la dévitalisation des centres-villes.

L'ORT vise notamment la requalification d'un centre-ville en facilitant la rénovation du parc de logements grâce à des incitations fiscales susceptibles d'attirer les investisseurs dans des zones rurales et les projets d'installation commerciale.

La palette d'outils au service d'un projet de territoire tel que cela pourrait s'imaginer pour Aiguillon est développée dans l'annexe 8 du présent rapport.

La commune d'Aiguillon est principalement intéressée par la rénovation du parc de logements, de locaux commerciaux et artisanaux pour créer un cadre de vie propice au développement à long terme. En effet, on recense en 2016 14,5 % de logement vacants dans le parc total. Une étude de l'OPAH fait ressortir 52 logements vacants de longue durée et cela uniquement dans

le centre bourg.

L'ORT se matérialise par une convention signée entre l'intercommunalité, sa ville principale, d'autres communes volontaires et l'Etat. Dans celle-ci figure, les secteurs d'intervention, le contenu, le calendrier des actions prévues, le plan de financement et un comité de pilotage local associant l'ensemble des partenaires publics et privés. La durée minimale est de 5 ans. Pour envisager plus avant une ORT pour Aiguillon, il nous faut solliciter la communauté de communes du confluent et des coteaux de Prayssas, seule compétente pour porter l'initiative d'un tel projet.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ADOpte** le principe de la mise en place d'une Opération de Revitalisation du Territoire sur la commune d'Aiguillon,
- **SOLLICITE** le lancement de la procédure d'une Opération de Revitalisation du Territoire par la communauté de communes du confluent et des coteaux de Prayssas,
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour la signature des documents afférents à ce dossier.

*Publié le 12/12/2019
Visa Préfecture le 12/12/2019*

* * * * *

MEDIATHEQUE

Convention constitutive d'un groupement de commandes – Département de Lot-et-Garonne – Médiathèque départementale

Monsieur le Maire expose à l'assemblée le rapport suivant :

La Médiathèque départementale de Lot-et-Garonne propose depuis plusieurs années une offre de ressources numériques accessibles gratuitement à partir de son site Web. Ce bouquet de services et ce fonds de documents téléchargeables sont ouverts aux principales bibliothèques du département qui peuvent en faire bénéficier leurs usagers.

Face à l'augmentation des coûts de fonctionnement de cette plateforme numérique, il a été décidé, lors de réunions techniques du Département auxquelles toutes les bibliothèques bénéficiaires ont été conviées, de demander, à partir de 2020, une participation financière forfaitaire aux communes et communautés de communes partenaires de ce projet.

Afin de continuer à bénéficier de la plateforme numérique de la médiathèque départementale de Lot-et-Garonne, la Commune d'Aiguillon doit adhérer au groupement de commandes constitué par le Département de Lot-et-Garonne. Ce groupement de commande est destiné à renouveler l'achat de services de ressources numériques, sous le format des marchés accords-cadres à bon de commandes. La convention constitutive de groupement de commandes (Annexe n°10) stipule notamment :

- les missions du coordonnateur qu'est le Département de Lot-et-Garonne,
- la durée de la convention adossée à la durée du marché (1 an renouvelable 2 fois)
- les modalités de retrait possibles pour les adhérents
- l'engagement financier des communes participantes à ce groupement.

Les modalités de participation consistent en l'achat de jetons correspond à un montant forfaitaire de 500 euros par an pour la Commune d'Aiguillon.

Considérant l'intérêt des usagers de la médiathèque d'Aiguillon pour ce dispositif, dont le nombre d'abonné est passé de 37 en 2018 à 52 en 2019, nous plaçant ainsi en 3^{ème} position en terme d'utilisateurs après Agen et Villeneuve-sur-Lot.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **ACCEPTE** l'adhésion au groupement de commande du Département de Lot-et-Garonne pour la médiathèque départementale, pour une participation forfaitaire annuelle de 500 euros,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

*Publié le 12/12/2019
Visa Préfecture le 12/12/2019*

* * * * *

ENFANCE / JEUNESSE

Détermination des tarifs du service « Enfance » - Année 2020

Le maire rappelle qu'une hausse de 0.05 centimes a été appliquée sur tous les tarifs extrascolaires et restauration scolaire (hors séjour) et une hausse de 0.50 € sur les tarifs périscolaires entre 2018 et 2019.

Considérant le contexte économique et social, il est proposé de ne pas impacter la population par une hausse des tarifs en 2020.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **FIXE** ainsi qu'il suit les tarifs de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (accueil au Centre ou sorties sur la journée). Les repas et les goûters sont inclus dans les tarifs « journée avec repas » :

ALSH : accueil au Centre ou sorties sur la journée (résidents Aiguillon)	Tarifs 2020 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€ *	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 100 €	Quotient familial > à 1 100 €
Journée sans repas	5,40 €	5,90 €	6,50 €
Journée avec repas	6,50 €	8,30 €	9,30 €
Bénéficiaires bons CAF et MSA	4,35 €		
½ journée sans repas	3,30 €	3,80 €	4,30 €
½ journée avec repas	5,95 €	6,45 €	6,95 €
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)		

ALSH : accueil au Centre ou sorties sur la journée (résidents hors Aiguillon)	Tarifs 2020 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€ *	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 100 €	Quotient familial > à 1 100 €
Journée sans repas	9,65 €	10,65 €	11,45 €
Journée avec repas	13,05 €	14,05 €	17,05 €
Bénéficiaires bons CAF et MSA	6,45 €		
½ journée sans repas	4,45 €	4,95 €	5,45 €
½ journée avec repas	7,10 €	7,60 €	8,10 €
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)		

- **FIXE** une cotisation annuelle de 1€ et de fixer ainsi qu'il suit les tarifs du service ACTIV'ADOS (animation jeunesse) : uniquement pour les sorties avec activités payantes sur la journée ou la demi-journée :

Activ'ados sorties sur la journée ou demie-journée	Tarifs 2020 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€ *	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 100 €	Quotient familial > à 1 100 €
Sorties payantes – tarif 1 coût demie-journée ou journée (transport + entrées) ≤ 10 €	3,00 €	4,00 €	5,00 €
Sorties payantes – tarif 2 ≤ à 16 €	6,00 €	7,00 €	8,00 €
Sorties payantes – tarif 3 ≤ à 22 €	9,00 €	10,00 €	11,00 €
Sorties payantes – tarif 4 ≤ à 30 € et plus	13,00 €	14,00 €	15,00 €

- **FIXE** ainsi qu'il suit les tarifs des séjours (pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement et Activ'ados) :

SEJOURS: (ALSH, ACTIV'ADOS)	Tarifs 2020 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 100 €	Quotient familial > à 1.000 €

(résidents Aiguillon)		1 000 €	
2 jours – 1 nuit	43,00 €	53,00 €	63,00 €
Bénéficiaires bons vacances CAF et MSA	37,00 €		
4 jours – 3 nuits	82,00 €	87,00 €	97,00 €
Bénéficiaires bons vacances CAF et MSA	77,00 €		

SEJOURS: ALSH, ACTIV'ADOS (résidents hors Aiguillon)	Tarifs 2020 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705 € *	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 100€	Quotient familial > à 1 100 €
2 jours – 1 nuit	53,00 €	63,00 €	73,00 €
Bénéficiaires bons CAF et MSA	44,00 €		
4 jours – 3 nuits	87,00 €	97,00 €	107,00 €
Bénéficiaires bons CAF et MSA	82,00 €		

- **FIXE** ainsi qu'il suit les tarifs de la restauration scolaire :

RESTAURATION SCOLAIRE	Tarifs 2020 (prix par repas)
Élèves	2,70 €
Enseignants et autres intervenants	5,30 €
Intervenants extérieurs	7,05 €

- **FIXE** ainsi qu'il suit les tarifs des services d'accueil périscolaire dans les écoles communales :

ACCUEIL PÉRISCOLAIRE <i>forfait par mois et par enfant</i>	Tarifs 2019 tous régimes		
	Quotient familial < ou = à 705€ *	Quotient familial > à 705 € et < ou = à 1 100 €	Quotient familial > à 1 100 €
Accueil périscolaire matin/soir lundi-mardi-jeudi- vendredi et mercredi matin	15,50 €	17,50 €	19,50 €
Accueil périscolaire AVEC ETUDES SURVEILLEES (école élémentaire)	20,50 €	22,50 €	24,50 €
Accueil périscolaire mercredi après-midi : la séance	3,30 €	3,80 €	4,30 €

- DIT que les tarifs modulés ne seront appliqués qu'après fourniture à la mairie de la copie du dernier avis d'imposition sur le revenu ; en l'absence de ce justificatif, le tarif le plus élevé sera appliqué,
- DIT que le montant-plancher de Quotient Familial fixé à 705 € et (*) majoré à 856 € pour les bénéficiaires de l'Aeeh (Allocation éducation enfant handicapé) pourra être modifié pour rester indexé sur celui de « l'aide aux vacances et loisirs » de la CAF, pour des raisons de commodité administrative,
- DIT que les montants des activités supplémentaires fixés en ALSH sont applicables en accueil périscolaire le mercredi après-midi.

Publié le 12/12/2019

Visa Préfecture le 12/12/2019

* * * * *

Information – Décision du Maire

Décision n°2019-05 – Réalisation d'un emprunt

VU les dispositions de l'article L2122-22 alinéa 20 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2014-042 en date du 11 avril 2014 portant délégation au Maire pour la durée de son mandat le pouvoir lui permettant de prendre toute décision concernant la réalisation des emprunts et des opérations de gestion de dette et de trésorerie.

DÉCIDE :

ARTICLE 1 :

D'accepter le prêt d'un montant de 600 000 €, auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine pour une durée de 240 mois à compter de la date de consolidation du prêt, au taux d'intérêt annuel de 0.88 % et des frais de dossier pour un montant de 600 € (soit un TAEG annuel de 0.89 %).

ARTICLE 2 :

La présente décision, dont une ampliation sera transmise à Madame la Préfète du Lot-et-Garonne, sera inscrite au registre des délibérations de la commune d'Aiguillon et portée à connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Maire et le Trésorier Principal seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Information – Présentation du délégataire d'Eau 47

Monsieur le Maire prie l'Assemblée de bien vouloir excuser le Directeur Général des Services d'Eau47 qui devait être présent mais présente Monsieur Sébastien PELÉ, qui représente la société AGUR qui a obtenu la délégation pour l'eau et l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2020 sur la partie urbaine d'Aiguillon. Monsieur le Maire explique qu'il s'agit là d'un très grand changement auquel on va assister à partir du 1^{er} janvier prochain.

Monsieur PELÉ explique que les grands enjeux de ce contrat, c'est avant tout la réduction des eaux claires parasites. Ils auront un local en cœur de ville pour prendre place dans les nouveaux locaux qui seront loué par la collectivité, dans la dépendance nord au rez-de-chaussée. Il ajoute que c'est très important d'avoir un accueil client, ils ne veulent pas uniquement être contactés par mail ou par téléphone, il y aura une demi-journée par semaine et les deux semaines qui suivent le changement de contrat. Le contrat est un contrat de 12 ans, du 1^{er} janvier 2020 jusqu'en 2032.

C'est le syndicat Eau 47 qui a fixé le prix du m², la société AGUR n'a pas la possibilité de le changer, Eau 47 veut adapter un tarif unique dans le département, un comparatif sera transmis de ce que nous avons avant et ce que nous aurons.

Monsieur le Maire dit que sur la facture type de 120 m² pour un foyer de 4 personnes, la facture sera la même car Eau 47 a fixé un tarif identique à celui qu'on a actuellement, la seule augmentation est de 10 centimes sur le total de la facture pour l'assainissement, mais les aiguillonnais paieront le même prix. Eau 47 a tenu à ce qu'on ne soit pas encore intégré sur la progression du prix unique de l'eau sur le département car on avait un prix de l'eau plus bas que la moyenne.

Madame MOSCHION dit que les prix d'Eau 47 fluctue beaucoup selon les territoires, ils nous garantissent effectivement que les aiguillonnais ne subissent pas une augmentation importante, mais demande si c'est bien garanti pour toute la durée du contrat, des 12 ans.

Monsieur le Maire dit que le marché ne portait pas sur le prix, le prix était déjà fixé soit il était meilleur, mais il ne pouvait pas être supérieur. Il explique que sur la facture type il y a une nouvelle répartition, mais le prix payé sera le même factuellement. Pour compléter, ce qui a fait la différence entre les différents postulants, c'est la qualité du service proposé par les sociétés. AGUR a largement devancé les autres candidats dans ce domaine-là, et en particulier nous aurons à partir de janvier un point d'accueil en centre-ville à Aiguillon qui recevra les différents abonnés et qui répondra aux questions. L'autre différence a été la proximité des agents mis par AGUR sur la gestion et l'entretien de ce réseau, et sur le haut niveau de compétence qui permet de réaliser des économies. Monsieur le Maire pense notamment au traitement et à l'évacuation des boues des stations d'épuration, où Veolia a fait preuve de négligence, alors que AGUR a pris la mesure de la question qu'il fallait traiter.

Madame MOSCHION dit qu'il faut alors s'en féliciter car il fallait vraiment se préoccuper de cette station d'épuration.

Monsieur le Maire dit qu'Eau 47 a prévu dans les 3 ans à venir, au 1^{er} janvier 2024 une nouvelle station d'épuration sur Aiguillon.

Monsieur SADIR revient sur la question de la demi-journée par semaine et demande comment le calcul a été fait pour estimer que cela serait suffisant.

Monsieur PELÉ (AGUR) dit qu'ils estiment qu'ils ont une activité classique hebdomadaire, mais s'ils se rendent compte que cela ne suffira pas, ils pourront trouver un terrain d'entente et ouvrir de façon plus fréquente. Il ajoute que cet accueil sera un point de visite, avec 3 agents qui seront en place en permanence et auront une base de vie dans ce bureau, rien n'empêchera de renseigner les gens au besoin. Les grosses périodes sont après les périodes de facturation, c'est à ce moment-là qu'ils auront 2 semaines de permanence. Pour les périodes creuses, il n'y aura donc qu'une demi-journée, mais rien n'est figé et ils pourront s'adapter. Il ajoute que la société AGUR essaye de pérenniser la relation avec les abonnés.

Monsieur LACRAMPE demande s'ils préviendront la population qu'il va falloir changer les mensualités.

Monsieur PELÉ répond que chaque abonné recevra un courrier explicatif.

Monsieur le Maire dit que dans les jours qui suivent, tous les abonnés recevront un courrier d'Eau 47 pour les prévenir, puis dans le bulletin municipal, et ensuite toute la communication des foyers par AGUR. Monsieur le Maire ajoute que AGUR est arrivé dans le Lot-et-Garonne par Villeneuve-sur-Lot, une des qualités du dossier c'est sa visibilité recherchée par l'entreprise, car on peut voir des véhicules dans Villeneuve clairement identifiés. Pour compléter, les demi-journées seront les matinées des marchés bihebdomadaires. Enfin, Monsieur le Maire précise qu'il fallait aller sur Tonneins pour payer l'eau, on aura désormais un vrai service de proximité.

Monsieur PELÉ dit que le transfert se passera bien, qu'ils consacreront 3 équivalents à temps plein, et qu'ils vont recruter des agents d'exploitation et des agents de travaux.

Madame AYMARD demande si l'eau aura toujours aussi mauvais goût.

Monsieur PELÉ dit qu'on est sûr de l'eau souterraine, c'est le forage de Brot qu'on vient puiser à 300m donc elle a le goût d'eau souterraine, on a du manganèse, du fer, c'est filtré mais il y a un léger goût de déferrisation, le fer est oxydé avec de l'eau. Il ajoute qu'on ne peut pas dire qu'elle soit mauvaise, elle vient naturellement de 300m de profondeur.

Madame MOSCHION dit que l'eau est très calcaire.

Information – Contentieux

Monsieur le Maire informe l'assemblée que nous avons gagné en première instance pour le contentieux de la crèche, mais une entreprise a fait un recours et a attaqué tout le monde. Le jugement a été rendu, le recours est rejeté, et l'entreprise est tenue de verser 45 000 euros à la Commune.

Information – Signature acte de vente

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'acte de vente de Pôle Emploi à la société ESSOR a été signé le 6 décembre 2019, pour la somme de 270 000 €. Le permis de construire est déposé et même accordé, ils vont désigner les entreprises qui vont organiser les travaux, livraison prévue pour octobre 2020.

Questions diverses

Monsieur PEDURAND demande des nouvelles concernant la fibre.

Monsieur le Maire dit qu'on devrait avoir une communication courant janvier ou février auprès des Aiguillonais.

Monsieur GIRARDI dit qu'on est très embêté, il a dû passer par satellite et c'est encore pire, il ne peut plus travailler correctement.

Monsieur PEDURAND lui demande si les clés 4G ne sont pas plus efficaces et moins chères.

Monsieur le Maire lui demande s'il a contacté Lot-et-Garonne Numérique car ils ont des solutions entreprises.

Monsieur GIRARDI lui répond qu'il va le faire.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne prenant plus la parole, la séance est levée à 21h30.

* * * * *

Le Maire,

Le secrétaire, Monsieur LASSERRE

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne TREZEGUET DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Jean-Pierre PIBOYEUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION